

Sujet	<b>Consultation publique relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages souterrains de gaz naturel en France</b>
Date	23 Janvier 2018
A l'intention de	CRE
Correspondant	Géry Lecerf

**Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

Oui.

**Question 2 : êtes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

Oui

**Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

Alpiq estime que la visibilité de la régulation et de ses conséquences tarifaires doit aussi être prise en considération. En effet, les consommateurs de gaz souhaitent pouvoir bénéficier d'une visibilité suffisante sur leur budget énergie. Le terme tarifaire de stockage se caractérisera potentiellement par une importante volatilité d'une année à l'autre, et difficilement anticipable. Si le cadre de régulation change de surcroît seulement au bout de deux ans, l'incertitude sera accrue. C'est en particulier vrai concernant l'assiette de la compensation préconisée par la CRE, limitée aux seuls consommateurs raccordés aux réseaux de distribution à l'exception des interruptibles ou délestables, est un paramètre clef.

Cependant, la stabilité du cadre réglementaire n'exclut pas la possibilité d'une mise à jour régulière du périmètre et des valeurs d'actifs ainsi que des modalités de régulation incitatives sur les coûts.

**Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5% du revenu autorisé prévisionnel ?**

La mise en place immédiate d'un mécanisme de régulation incitative sur les coûts doit être privilégiée.

**Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

Alpiq n'estime pas utile de mettre en place un schéma d'incitation pour les opérateurs de stockage à commercialiser l'ensemble de leurs capacités de stockage, ceux-ci étant déjà incités à vendre afin de maintenir la performance physique de leurs stockages ainsi que le souligne la CRE.

Dans le cas où un système d'incitation était néanmoins choisi, l'option 1 semble présenter moins de risques d'effet d'aubaine.

**Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

Etant donnée la nature très spéciale de l'actif immobilisé que constitue le gaz cousin, à savoir une commodité enregistrée en immobilisation, Alpiq regrette de ne pas disposer de plus de données pour apprécier la justification des écarts significatifs entre les durées d'amortissement du gaz coussin exposées par les opérateurs.

Alpiq estime qu'il doit être absolument exclu que les opérateurs fassent payer à nouveau au consommateur final une partie des amortissements de la valeur du gaz coussin déjà constatés dans leurs résultats passés, par exemple en repartant de 100% de la valeur comptable historique du gaz coussin. Cet actif est en effet déjà largement amorti. Alpiq souscrit donc pleinement à la position de la CRE, qui « considère que des ajustements sont nécessaires afin que les proportions d'amortissement du gaz coussin à l'entrée dans la régulation soient cohérentes avec les niveaux d'amortissements comptables de cet actif. »

Toutefois, Alpiq s'interroge sur la durée d'amortissement à 50 ans, suggérée par la CRE. En effet, si une cohérence avec le cadre concessif paraît relever du bon sens, un amortissement sur une durée de 250 ans, correspondant à l'horizon d'extinction des ressources de gaz naturel dans le monde selon l'AIE, permettrait par contre de réduire les annuités d'amortissements supportées par les utilisateurs.

Alpiq est donc favorable aux durées d'amortissement les plus longues, tout en demandant que toute la lumière soit faite sur cet actif afin que ce dernier ne soit pas utilisé comme variable d'ajustement au détriment de la communauté des utilisateurs.

**Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Non

**Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagés par la CRE**

Alpiq estime qu'un tel écart par rapport aux taux retenus dans l'ATRT 6 ne se justifie aucunement. Alpiq estime que les fourchettes de rémunération proposées par la CRE reflètent correctement le risque de l'activité des stockeurs.

Alpiq est dès lors favorable à la fourchette basse retenue par la CRE.

**Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Alpiq est favorable à la fourchette basse retenue par la CRE.

**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Alpiq est favorable à la borne basse retenue par la CRE pour Storengy. Alpiq s'étonne toutefois du montants des prestations groupe, qui, au regard du rabais appliqué par la CRE, semblent être en déphasage complet avec les prestations équivalentes sur le marché.

Alpiq s'étonne de la similitude entre la demande de TIGF et les bornes retenues par la CRE. Selon le rapport de la mission IGF-DGE-CGEDD1, il ressort que dans le cadre actuel « les marges opérationnelles (marges d'exploitation) des stockeurs après amortissement sont de plus de 50 % », marges qualifiées (certainement avec euphémisme) de « confortables ». Une telle assertion devrait inciter à la plus grande prudence quant à la sincérité des coûts présentés par les opérateurs régulés, naturellement incités à gonfler ces derniers dans l'exercice d'analyse des coûts préalable à la mise en place d'une régulation.

A la lumière de ces éléments, Alpiq réitère son souhait d'une mise en place d'un schéma de régulation incitative basé sur une optimisation des coûts si possible dès l'entrée en vigueur de la réforme.

**Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenu autorisés envisagées par la CRE ?**

Alpiq est favorable à la borne basse retenue par la CRE, en cohérence avec les données des 4 dernières années.

**Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?**

Alpiq est favorable à l'assiette de compensation proposée par la CRE qui a le mérite de s'inscrire dans la continuité de l'assiette actuelle et cohérente avec l'approche européenne en matière de clients protégés.

Pour accroître la visibilité des consommateurs, cette assiette doit être stable durant la période de régulation.

**Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?**

La méthode 2, notamment en ce qu'elle est indépendante du paramètre d'hiver 2%.

**Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

Alpiq s'interroge sur l'application du terme de stockage dès avril 2018. En effet, certains consommateurs, dont les offres de fourniture englobent l'hiver 2017-2018 ou sont calées de novembre à novembre, se voient répercuter un coût de stockage correspondant à celui de l'actuelle

---

<sup>1</sup> p. 10

obligation supportée par le fournisseur. Ils verraient donc apparaître en avril un terme tarifaire de stockage tout en ayant contractuellement une composante stockage sur la durée de leur offre. Dès lors, pourquoi ne pas prévoir exceptionnellement pour 2018 un décalage d'application de ce terme au 1<sup>er</sup> novembre 2018 ?

**Question 15 : Etes-vous favorable à la proposition de GRT Gaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**

Oui

**Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

Oui

**Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100% des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?**

Oui

**Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

Le calendrier de l'option A présente l'avantage de laisser du temps aux acteurs dans la préparation des enchères. Le vendredi est un jour particulier au niveau du dispatching peu propice à la réalisation d'enchères. Deux enchères Storengy (mardi et jeudi) et 1 enchère TIGF (le mercredi) semblent être un bon compromis.

**Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

Oui

**Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

Oui

**Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

Oui

**Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

Non. L'éventualité que les seuils minimaux nécessaires à la sécurité d'approvisionnement ne soient éventuellement pas atteints au bout de la phase de commercialisation initiale et après plusieurs enchères, signifierait vraisemblablement que les produits offerts auraient nécessité des adaptations

afin de déclencher la demande des acteurs de marché. Néanmoins, les opérateurs devraient être libres par ailleurs de prolonger des offres de produits standards.

**Question 23: Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

Oui

**Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

Non.

La possibilité de contrats pluriannuels est demandée par une part non négligeable des clients. La proposition de Storengy d'offrir des capacités de stockage pour les années 2019-2021 permet aux fournisseurs de gérer les coûts de modulation d'une façon efficace. Faute de capacités de stockages pluriannuelles, les risques financiers de livraison pluriannuels augmenteraient et les offres aux clients seraient renchérées.

**Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 18/19 avec un réexamen possible du type d'enchères l'année suivante ?**

Oui

**Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?**

Oui

**Question 27: Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

Oui

**Question 28: Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

Oui

**Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

Oui

**Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

Oui.

Oui, comme souligné lors de nombreux ateliers, enquêtes et groupes de travail, le prix de réserve est l'élément clé du succès de la réforme. Dans un cadre où l'objectif numéro 1 est la maximisation de la vente de capacités, Endesa souhaite que le prix de réserve soit publié en amont de chaque enchère

**Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

Oui.

Cette proposition est parfaitement cohérente avec les conclusions de la mission IGF-CGE-CGEDD selon laquelle la fixation d'un prix de réserve bas permet d'atteindre l'objectif de maximisation de la vente de capacités de stockage. L'exemple italien conforte par ailleurs pleinement ce choix.

De surcroît, comme la souligné le rapport précité, la fixation d'un prix de réserve bas démontrera sans aucun doute l'inutilité du système de filet de sécurité qui revient en réalité à réintroduire un système complexe et illisible d'obligation.

Alpiq estime qu'un prix de réserve nul est préférable à toute formule quelle qu'elle soit. Si toutefois une telle formule devait être utilisée, la préférence d'Alpiq irait à une formule de type : spread été/hiver – coûts associés au stockage.

**Question 32 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

Non, c'est le marché qui opérera logiquement cette différenciation. Il faut donc laisser les enchères et les stratégies des acteurs faire leur effet.

**Question 33 Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

Alpiq est favorable à la proposition de Storengy tout en rappelant son attachement à un prix de réserve nul, seul apte à garantir l'efficacité des enchères en termes de souscription.

**Question 34 Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Non, pour les mêmes raisons que celles exposées en question 32.

**Question 35 Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

Oui

**Question 36 Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

Oui

**Question 37 Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?**

Oui